



# La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

28 octobre 2001

Par l'équipe du Collectif



## Nouvelles des régions

Pendant que des rencontres préparatoires continuent d'avoir lieu dans certaines régions (c'était le cas de la Montérégie lundi dernier), les rencontres prévues en région entre les conseils d'administration élargis des CRD et l'équipe ministérielle sont commencées. Nous avons eu des nouvelles de la rencontre dans les Laurentides, tenue mardi le 23 octobre. Le groupe régional a redéposé 62 déclarations de solidarité d'organismes et 178 déclarations d'individus. Le mémoire du CRD prolonge un bilan fait le 12 octobre lors d'une rencontre régionale où "il ressort de façon unanime une volonté commune pour l'appui à l'élaboration d'une loi cadre sur l'élimination de la pauvreté" pour prioriser ce moyen et exprimer une volonté d'intégrer l'action régionale au travail fait par le Collectif et la Marche des femmes.

Le 25 octobre, c'était dans la Mauricie qu'avait lieu la rencontre. Dans le communiqué ministériel, la ministre se dit heureuse que les personnes présentes aient été "en accord" avec les orientations de "Ne laisser personne de côté!" alors que le *Tour d'y voir* rapporte que la région regrette que ce document n'aille pas assez loin et que plusieurs ont dit leur déception de n'y trouver aucune piste amenée par le Collectif et la Marche de femmes. D'où l'importance de laisser des traces écrites de vos interventions...

Au Saguenay-Lac St-Jean, c'était vendredi le 26 octobre et la première recommandation du CRD a été "que la proposition du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté soit à la base de l'élaboration de la stratégie gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté"! Reste à voir maintenant si ça remontera dans les synthèses gouvernementales... Bravo! Et bonne chance aux régions dont c'est le tour cette semaine.

## Un budget et des consultations sous surveillance

**Bonjour tout le monde! Il y a pas mal de pain ou de pépins... sur la planche de la vigilance dans les prochains jours. Les rencontres ministérielles avec les conseils régionaux de développement sont commencées depuis la semaine dernière. Et on nous annonce un budget du Québec hâtif pour jeudi qui vient, le premier novembre! Les groupes relayeurs sont à l'oeuvre en région dans les deux cas et font, il faut le mentionner, un travail extraordinaire.**

Par ailleurs dans les deux cas nous allons en entendre de toutes sortes. Vous aurez à utiliser, souvent à chaud, votre jugement critique, ce que vous faites très bien. Comme il y a pas mal de désinformation dans l'air, complétons vite votre information pour vous permettre d'être le plus à jour possible.

### Quelques stratagèmes à dégonfler

Si vous avez lu les débats de l'Assemblée nationale des 17 et 18 octobre derniers (allez-y ça vaut la peine) ou si vous avez eu l'occasion de rencontrer des députéEs ou ministres du gouvernement, vous en aurez entendu de toutes sortes. Vous aurez par exemple entendu le ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale répondre au député de Dorion qui demandait l'indexation automatique des prestations, un barème plancher et la gratuité des médicaments pour les personnes à l'aide sociale, qu'on ne peut pas aller trop vite sur ces mesures vu que le gouvernement prépare une stratégie globale. Alors nous vous rappelons de rappeler que le Collectif veut une loi et une approche globale le plus vite possible, et *l'application immédiate des principes et mesures urgentes qu'il préconise.*

Vous aurez aussi entendu la ministre ou des députéEs dire, ou bien que le Collectif c'est juste un groupe parmi d'autres (vous savez répondre à ça!), ou bien (ça dépend des auditoires!) que le Collectif fait un travail formidable, que le gouvernement ne rejette pas du tout l'idée d'une loi et qu'il travaille étroitement avec nous à évaluer ça. Attention, attention! Le gouvernement joue présentement sur les deux tableaux et c'est bien le signe de notre impact. Mais dans la réalité, ce n'est pas du tout ça qui se passe. Nous avons effectivement eu le 9 octobre dernier une deuxième rencontre avec la ministre Léger sur le fond de notre proposition en suite à celle de mai. Et pour une première fois ça a été une rencontre correcte et constructive. Mais on en est à peine à expliquer le préambule, les objets, principes et objectifs... Le gouvernement peut bien dire ce qu'il veut, mais il nous contourne royalement dans tout le processus en cours et nulle part il n'est question dans



## Un budget à écouter à plusieurs yeux ouverts

Nous savons bien que jeudi le 1er novembre ça vient vite, mais nous vous invitons dans la mesure possible à vous organiser pour écouter ce budget à plusieurs et à y répondre rapidement et publiquement. Les groupes relayeurs ont déjà reçu quelques consignes à ce sujet. Nous allons publier dès que possible sur notre site Internet un outil d'analyse budgétaire à jour et nous diffuserons bien sûr sur ce même site notre analyse du budget une fois qu'il aura été annoncé. En attendant, veuillez prendre en considération les points d'évaluation suivants.

√ Il faut un budget qui réduise les écarts entre riches et pauvres et qui améliore les conditions de vie et de revenu des personnes et des familles les plus pauvres et les plus en manque.

√ Des baisses d'impôts augmentent directement les écarts et elles n'ont pas l'impact attendu sur la consommation.

√ Il est beaucoup question de baisses de taxes globales ou ciblées. Ces mesures peuvent représenter des manques à gagner récurrents de 1 à plusieurs milliards\$ qui pourraient servir ailleurs et elle ne redonneront pas de revenu aux plus pauvres vu que la taxe leur est déjà remboursée.

√ Il y a de bonnes chances d'entendre parler de mesures de logement social vu notamment la crise du logement et les emplois créés dans la construction. Très bien si ça arrive. Ça fait partie de nos demandes. Mais y aura-t-il des mesures relevant le revenu direct des personnes (indexations de prestations, abolition de la coupure pour partage de logement, barème plancher, bonification des allocations familiales, gratuité des médicaments à l'aide sociale et pour les personnes âgées)? Rien n'est moins sûr et pourtant ça presse.


son plan de travail écrit (on peut vous envoyer une copie de la copie qui nous est parvenue... du télécopieur...) d'étudier notre proposition encore moins d'en faire une loi. Alors ok pour expliquer notre proposition comme on a toujours dit qu'on le ferait et on va poursuivre si le contexte de ces rencontres reste correct, mais pas question pour nous de servir de caution ou de faire-valoir. Nous écrivons aujourd'hui aux membres de l'Assemblée nationale (voir sur notre site Internet) pour lever ces ambiguïtés, mais on voulait les lever aussi avec vous pour que vous puissiez réagir si on vous sert ces arguments. Nous saurons que le gouvernement travaille avec nous la journée où notre proposition figurera dans ses écrits comme une réelle possibilité et où un débat public sur une loi basée sur notre travail, dont la méthode aura été réfléchie avec nous, aura été mis à l'ordre du jour.

En attendant, des mémoires commencent à sortir et ils démontrent, celui du Conseil du statut de la femme par exemple, une réception critique des orientations gouvernementales. La nécessité d'analyser les causes économiques et structurelles de la fabrication de la pauvreté est de plus en plus mentionnée. De même vos compte-rendus (voir en première page) nous apprennent que dans les consultations en région, il est couramment fait mention de notre travail et de la pertinence de notre proposition comme base d'une approche globale. Alors maintenons le cap. La méthode "fermes et parlables" nous fait faire des pas au plan de l'adhésion.

### Rencontres prébudgétaires pendant que les ministères coupent...

Nous craignons beaucoup le climat qui est en train de se créer autour du prochain budget (voir ci contre). Tout ce passe comme si la situation accentuait le pouvoir des détenteurs de capitaux sur les décideurs politiques. Où sera passée la priorité de lutte contre la pauvreté le 1er novembre au soir?

Nous avons rencontré lundi dernier le 22 octobre la ministre des Finances et certaines organisations nationales membres ont aussi fait des représentations. Nous avons fait valoir à la ministre que s'il faut chauffer la marmite de l'économie, "une marmite ça se chauffe par le bas" et que des investissements dans les mesures urgentes préconisées par le Collectif feraient plusieurs tours dans les économies locales tout en prévenant des coûts publics, notamment en matière de santé. Nous constatons que nos arguments ne sont pas contestés. Le problème est ailleurs de toute évidence, probablement en partie dans des stratégies électoralistes, et en partie dans la pression du pouvoir de l'argent.

Comment, d'ailleurs, la ministre et ses collègues peuvent-ils concilier leur discours à propos d'un budget sur la confiance et la sécurité sociale et économique alors que nous apprenons de plusieurs sources que des directives circulent présentement dans les réseaux de la sécurité du revenu et d'Emploi Québec à l'effet de réduire les taux d'admission dans le traitement des demandes à l'aide sociale et aux programmes d'aide à l'emploi? Comment ces éluEs peuvent-ils parler en même temps d'une priorité de lutte à la pauvreté? Ce budget, "il ne faudrait pas qu'il devienne le budget où les personnes vivant le plus d'insécurité sociale et économique perdent toute confiance, ainsi que leurs alliés, dans les institutions politiques qui les représentent" ,écrivons-nous aux membres de l'Assemblée nationale à propos de cette opération de marketing qui semble surtout destinée à étourdir en vitrine une population insécure pendant que l'essentiel se passe dans l'arrière-boutique. Nous connaissons le welfare et le workfare. Nous tombons chaque jour davantage dans le warfare. Il faut résister à cette vague déferlante et tenir bon. 



**Collectif pour une loi  
sur l'élimination de la  
pauvreté**

C.P. 1352 Terminus, Québec, Qc, G1K 7E5

**www.pauvrete.qc.ca**

Tél.: (418) 525-0040 / Fax: (418) 525-0740

Courriel: [pauvrete@clc.net](mailto:pauvrete@clc.net)

Nos bureaux sont situés au 165, de Carillon  
dans la Basse-Ville de Québec.